

# Politique toi-même !



**D**ans une poignée de jours, nous choisirons des personnes en qui nous n'avons pas confiance pour nous représenter. La formule est volontairement provocatrice. Elle est aussi probablement erronée, même si un Belge sur deux annonce n'avoir « aucune confiance envers le monde politique »<sup>1</sup>. Envers « ceux qui font de la politique ». Entendez « ceux qu'on voit à la télé ou en Californie ». Probablement pas ceux que vous lirez dans les pages de ce Symbioses et qui, parfois sans le savoir, font aussi de « la politique », au-delà des scrutins électoraux. Étymologiquement, en « organisant la cité », en s'engageant dans une association, en participant à la définition de l'espace public, en défendant notre environnement, en résistant aux injustices, en éduquant. Bref, en passant de l'individuel au collectif.

Dans une société où la mode est davantage aux individus isolés, sans analyse critique, où le respect de la règle se cote mieux que la contestation, inviter à l'engagement créatif, à la prise de parole et à l'action collective semble iconoclaste. C'est pourtant aussi très tendance, à voir les nombreux « processus participatifs » organisés dans les écoles (« conseils de participation »), les communes ou même aux Nations Unies.

## C'est aussi notre affaire

Mais pourquoi l'Education relative à l'Environnement (ErE) devrait-elle se mêler, elle aussi, de politique, de participation citoyenne ? Peut-être parce que, faire de la politique, c'est se projeter dans l'avenir et le construire collectivement. Et que réfléchir à un développement humain durable donne un sens supplémentaire à ces mises en commun.

Or, pour s'y frotter, enfants, jeunes et adultes doivent être décomplexés, outillés, éduqués. Ils ont besoin d'enseignants, animateurs, accompagnateurs, prêts non seulement à leur expliquer les enjeux socio-environnementaux, à montrer en quoi la politique a une influence sur notre environnement local et global, mais également à décortiquer avec eux les systèmes décisionnels, à leur donner l'envie et les capacités d'y prendre place.

Que l'on parle de changements climatiques, de gestion des ressources, d'aménagement du territoire, il est devenu indispensable de concevoir tous ensemble l'intérêt général. Sans oublier ceux que « l'intérêt général » laisse déjà si souvent sur le pavé : les précarisés, les immigrés, les sans-diplômes... Pour entendre leurs intérêts, leurs besoins, leurs réalités, leurs contraintes, un effort spécifique est à fournir.

## Pour éduquer, mais pas seulement...

Invitons ainsi les citoyens de tous bords à participer et à s'engager. Pas seulement parce que par là-même nous les sensibiliserons. Mais également parce que cela aura un effet, aussi menu et lent soit-il, sur la vie collective. Car ce ne doit pas être un jeu de dupes : pour la majorité, l'investissement dans un processus participatif ne vaut réellement que s'il débouche sur un effet concret. Certes, en entrant dans un processus participatif, en s'engageant, chacun développe son autonomie, sa créativité, sa patience, son regard critique, sa capacité d'écoute, prend des responsabilités, comprend nos institutions... Tout ça est d'une importance vitale. Mais si la participation n'est qu'« éducative », elle risque de se transformer en machine à décevoir. Que l'on soit élu, animateur ou citoyens, nous avons évidemment des objectifs différents : (re)créer du lien social, passer du rejet à l'adhésion, faire contre-pouvoir, défendre les intérêts de son groupe, se réapproprier l'espace public, éduquer à... Les clarifier et les relier, au préalable, représente déjà un beau défi éducatif.

Et de prôner plus d'acteurs de l'ErE développant localement une expertise en matière de processus participatifs, et travaillant avec toutes les populations, dans et hors temps scolaire. Avec l'envie de réhabiliter le terme « politique », pour le réhabiliter. Pour que « Politique toi-même » ne soit plus un gros mot, mais une invitation à l'engagement.

Christophe DUBOIS

<sup>1</sup> 49% des Belges n'ont aucune confiance envers le monde politique, selon un sondage IPSOS de mars 2009. A contrario, selon le baromètre environnemental de la Commission européenne (2004), les ONG et les scientifiques sont les acteurs bénéficiant du plus grand capital confiance de la population.